



Inter-Parliamentary Union
For democracy. For everyone.

Chemin du Pommier 5
Case postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Geneva – Switzerland
www.ipu.org

Allocution de l'UIP

M. Martin Chungong
Secrétaire général

**Forum politique de haut niveau
sur le développement durable
Nations Unies
New York, juillet 2017**

Monsieur le Président,

Je suis heureux de prendre la parole à la présente réunion dans la mesure où son thème principal, l'élimination de la pauvreté, est étroitement lié à un important débat auquel ont participé plus de 700 parlementaires de 132 parlements nationaux lors de la 136^{ème} Assemblée de l'UIP tenue récemment à Dhaka (Bangladesh).

Le débat général de cette Assemblée avait pour thème *Corriger les inégalités pour assurer à tous dignité et bien-être*. Celle-ci s'est conclue par l'adoption d'un document final visionnaire, le Communiqué de Dhaka, qui souligne les causes structurelles des inégalités économiques, sociales et politiques, et fournit un ensemble de recommandations pour remédier à ces problèmes.

Le Communiqué de Dhaka montre clairement qu'il est essentiel d'enrayer la progression des inégalités pour mettre en œuvre les ODD. Il reconnaît également que, dans un monde aux ressources limitées, on ne peut résoudre le problème des inégalités en misant simplement sur une croissance exponentielle de l'économie dans l'espoir de voir, comme le veut l'adage, la marée montante soulever tous les bateaux.

L'urgence, pour le moment, consiste à mettre l'accent sur la *redistribution*, à la fois de la richesse et du pouvoir. Mais cela n'est possible que si les parlements et toutes les autres instances décisionnelles aux niveau national et mondial

parviennent à représenter plus efficacement tous les citoyens dans nos sociétés, notamment les pauvres et les groupes marginalisés. Selon moi, cela doit commencer par une meilleure représentation des femmes à tous les niveaux et dans tous les domaines, depuis le monde politique à l'ensemble des secteurs de l'économie.

Le message implicite du Communiqué de Dhaka est que la pauvreté et les inégalités qui y sont associées ne sont pas un problème d'ordre économique à proprement parler, sinon un problème *politique* qui nécessite une solution politique. Pour générer la volonté politique nécessaire, nous devons combler l'écart entre les engagements de principe et leur concrétisation, nous devons démocratiser la structure du pouvoir.

Monsieur le Président,

Je souhaiterais maintenant présenter brièvement un certain nombre d'initiatives prises par l'UIP pour mobiliser les parlements autour des ODD ainsi que certains enseignements que nous avons pu tirer. En deux mots, on peut dire que nous progressons, même si le chemin demeure long et ardu.

Comme je l'ai annoncé l'année dernière, la Commission des Affaires des Nations Unies de l'UIP consacra sa session de printemps à préparer les parlementaires au Forum politique de haut niveau, en évaluant l'efficacité de l'action parlementaire et en partageant les expériences qui peuvent être reproduites ailleurs. Lors de la session d'avril, les membres de la Commission ont souligné l'importance de soumettre au test des ODD tous les projets politiques présentés au parlement par le gouvernement, en vérifiant la façon dont chaque projet de loi, notamment le projet de loi budgétaire, s'inscrit dans le plan national sur les ODD.

Compte tenu des résultats de la session de la Commission des Affaires des Nations Unies et des nombreux ateliers régionaux organisés par l'UIP à l'intention des parlementaires ces douze derniers mois, je peux affirmer que les ODD ont commencé à être pris en compte au sein de la grande majorité des parlements, bien que moins systématiquement dans les parlements des pays développés. Certains parlements ont créé une commission ou un groupe parlementaire pour intégrer les ODD au sein d'un même cadre dont les différents éléments ne peuvent être traités séparément. D'autres ont choisi d'attribuer des groupes d'ODD à telle ou telle commission. Quelques parlements ont adopté une motion demandant officiellement au gouvernement d'élaborer un plan national sur les ODD et de présenter des rapports d'étape à intervalle régulier.

A l'avenir, nous aurons besoin de mieux connaître les *résultats* de cette connaissance approfondie des ODD ainsi que les mesures prises pour institutionnaliser les ODD dans les travaux du parlement.

Dans le cadre de l'action que nous menons pour renforcer la reddition de comptes sur la question des ODD, nous avons envoyé au début de cette année un questionnaire aux 44 parlements des pays qui ont accepté de présenter un rapport national à la présente session. Le questionnaire visait à informer les parlements sur le processus d'examen et à les inviter à rendre compte de leurs engagements lors des examens nationaux. Seuls neuf parlements ont été consultés au moment de la préparation du rapport national, dont trois seulement ont pu examiner le rapport avant de le présenter au Forum politique de haut niveau.

Ces chiffres montrent que la route est encore longue pour amener les parlements à contribuer à l'examen mondial des ODD. Nous visons un objectif de 100 % : chaque examen national devrait être mené en étroite collaboration avec le

parlement et les conclusions de l'examen du Forum politique de haut niveau devraient ensuite être débattues au sein de chaque parlement.

Dans un registre plus positif, je suis heureux d'annoncer que, suite à nos efforts, 34 parlements sont représentés à la présente session du Forum politique de haut niveau, avec la présence d'environ 80 parlementaires. Là encore, nous sommes loin de la situation idéale, où chaque parlement serait représenté avec un ou deux parlementaires, voire plus. Néanmoins, dans la mesure où le nombre de parlements représentés a doublé en seulement un an, nous pouvons aisément parler de progrès.

Enfin, et surtout, nous constatons une nette avancée du travail parlementaire sur la question des changements climatiques. D'après une étude co-menée par l'UIP publiée en mai, 1 200 lois sur les changements climatiques et autres questions connexes ont été adoptées à travers le monde. L'étude montre également que la question des changements climatiques doit être mieux intégrée dans les stratégies générales de développement car seuls quatre pays sur dix tiennent compte explicitement de cette question dans leurs plans de développement.

L'UIP s'emploie à mobiliser les parlements autour d'engagements ambitieux en matière de réduction nationale des émissions de CO₂, conformément à l'Accord de Paris.

Monsieur le Président,

Il existe un vieil adage selon lequel la quantité détermine la qualité. L'UIP continuera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour amener autant de parlements et parlementaires que possible à contribuer à l'effort mondial en faveur des ODD et à tous les processus nationaux pertinents, et ce jusqu'à ce que

nous puissions constater une réelle amélioration des conditions de vie des peuples et de la santé de notre planète.

Je vous remercie.